

pas abandonner l'espoir et la promesse que constituent les Nations Unies en tant que terrain où discuter nos problèmes et en arriver à des accords. Cela importe à nos gens et nous espérons que ce sera le résultat du pacte, que nous entendons appuyer. Les signataires du pacte s'engagent à conserver le mode de vie démocratique et à répandre les principes démocratiques et humanitaires au sein des États qui sont aujourd'hui d'accord à ce sujet.

Il est nécessaire de signaler au Gouvernement et à la population du Canada un des signataires du pacte, le Portugal. Depuis plus de trente ans, il n'y a aucun syndicat ouvrier libre au Portugal. Il n'y a eu aucune élection libre avant ces derniers temps, alors que le dictateur de ce pays, M. Salazar, pour figurer parmi les démocraties, a tenu des élections, qui d'ailleurs n'avaient rien de commun avec notre idée des élections en pays démocratique. Au nom de la population canadienne, je prie le Gouvernement, en sa qualité de signataire du pacte, d'encourager dans ce malheureux pays la restauration de la liberté et des droits de l'homme.

M. Gauthier (Portneuf): Vous ne dites pas que le Portugal est malheureux, n'est-ce pas?

M. Young: Vous ne dites pas, me dit l'honorable député, que le Portugal est malheureux. Peut-être ne sait-il pas que c'est au Portugal que la mortalité infantile est le plus élevée en Europe. J'invite l'honorable député à se renseigner avant d'approuver un pays simplement parce qu'il est cosignataire d'un pacte ou parce que la chose sert ses fins politiques. Il suffit d'examiner les faits exposés aux diverses commissions de l'Organisation des Nations Unies pour se convaincre du malheur du Portugal, et j'entends par là que les Portugais sont malheureux. Je signale au député que s'il vivait au Portugal il n'aurait pas l'honneur d'être membre d'un parlement démocratique. Si la chose ne lui plaisait pas, on pourrait fort bien l'incarner.

Une voix: Ils ne voudraient pas de lui.

M. Gauthier (Portneuf): D'autres, mais pas moi.

M. Young: Le député pourra s'étendre sur la question quand j'aurai terminé mes remarques. Je ne parle pas ainsi en vue de soulever les Canadiens ou les députés contre les Portugais. Les membres de la C.C.F. et aussi les libéraux, conservateurs, créditistes et représentants de tous les partis désirent vivement, j'en suis sûr, restaurer le respect des hommes pour leurs semblables, indépendamment des frontières internationales. Je ne

[M. Young.]

voudrais pas qu'on pense que je cherche à fomentier les haines internationales. Je m'efforce dans le meilleur esprit possible d'exhorter le Gouvernement, si le pacte lui tient vraiment à cœur, à tenter de convaincre le gouvernement portugais d'accorder à son peuple les droits qui sont si chers aux Canadiens.

L'hon. M. Mitchell: Faites-nous une cause-rie sur la Russie.

M. Young: Comme le ministre du Travail m'y invite, je suis tout disposé à le renseigner sur la Russie. Son malheureux peuple n'a pas eu la bonne fortune de passer par les diverses étapes de civilisation que les nations occidentales ont traversées. Il n'y a rien de neuf au rideau de fer puisqu'il existait au moyen âge. L'histoire révèle que même avant la découverte des machines et l'utilisation d'instruments à l'électricité, les nations maritimes de l'Europe, grâce à leur commerce extérieur, jouissaient d'un niveau d'existence sensiblement supérieur à celui des pays situés loin de la mer, entre l'Asie et la côte occidentale.

L'hon. M. Mitchell: Le député excuse-t-il la Russie?

M. Young: Les nations de l'Europe orientale ont éprouvé des difficultés que nous n'avons jamais connues. Jusqu'à la Grande Guerre de 1914, la féodalité subsistait là-bas, tandis que nous vivions sous un régime capitaliste, éclairé et perfectionné. En conséquence, lorsque ces peuples ont abandonné les méthodes féodales pour le régime de production capitaliste, elles n'ont pas eu la bonne fortune de façonner graduellement leurs institutions publiques comme cela c'est fait chez nous. La transition ayant été violente, ces peuples sont arrivés non à la terre promise de la démocratie, mais à l'enfer de la dictature nationale. Je conseille à mon honorable ami de chercher à considérer les Russes non pas avec haine, ni avec mépris, car je crois qu'il favorisera beaucoup mieux la paix internationale s'il s'inspire des sentiments que je tente d'exprimer au lieu de se laisser guider par le désir délibéré de mépriser les malheureux peuples de l'Europe orientale.

L'hon. M. Mitchell: Si le député me permet de lui dire...

M. Young: Est-ce une question?

L'hon. M. Mitchell: Oui.

M. Young: Je n'ai pas accordé à l'honorable député la permission de me poser une question.

L'hon. M. Mitchell: Je dirai seulement au député que...